

## Introduction

Quand l'armée israélienne prit la Cisjordanie, la bande de Gaza, la péninsule du Sinaï et le plateau du Golan en juin 1967, rares étaient ceux qui pensaient que l'occupation de ces territoires allait durer. La grande majorité des Israéliens pensait qu'on allait négocier ces territoires – à l'exception de la vieille ville de Jérusalem – en échange de la reconnaissance d'Israël par ses voisins arabes et la signature d'un accord de paix. Le «Mouvement pour le Grand Israël», qui prônait l'annexion des territoires occupés, était minoritaire et ses positions politiques étaient généralement considérées comme totalement déconnectées du contexte politique international.

La société israélienne vivait dans l'attente d'un coup de téléphone du roi Hussein ou de Gamal Abdel Nasser, avec lesquels Israël échangerait ces territoires contre sa reconnaissance dans la région. Rien ne pressait, l'écrasement des armées arabes en ces six jours de juin ayant démontré le poids de l'État sioniste au Proche-Orient. Si on parlait des «territoires» – «libérés» ou «tenus» –, le consensus israélien ignorait totalement les populations qui y vivaient et dont le sort, à l'instar des serfs du féodalisme médiéval, suivrait celui des territoires sur lesquels elles habitaient.

En marge de ce consensus et de l'euphorie qui caractérisaient la société israélienne au cours des trois ans

qui suivirent la guerre de 1967, un groupuscule gauchiste faisait exception : seuls contre tous, les quelques dizaines de militant(e)s de l'Organisation socialiste israélienne – Matzpen – parlaient d'« occupation » et donc aussi de population occupée. Leur connaissance des mouvements de libération nationale à travers le monde et du nationalisme arabe en particulier, leur idéologie internationaliste et anticolonialiste, mais aussi leur éthique, les situaient en rupture, à la fois avec l'euphorie dominante et avec les certitudes politiques sur lesquelles elle s'appuyait.

Aux « mille ans de ni guerre ni paix » du général Moshé Dayan, Matzpen répondait qu'un prochain *round* entre Israël et les États arabes était inévitable, et pas dans un avenir lointain. Au « jamais notre situation n'a été meilleure », il opposait que l'occupation allait très rapidement engendrer la résistance. Mais on n'aime pas les trouble-fête, et encore moins les prophètes. Pourtant, les militants de Matzpen ne se considéraient pas comme tels, tout au plus étaient-ils des lecteurs passionnés de l'histoire contemporaine.

Même les plus perspicaces de ces militants n'imaginaient pas que l'occupation des territoires conquis en juin 1967 allait perdurer pendant des décennies et que, quarante ans plus tard, Israël y aurait établi près d'un demi-million de colons : n'était-on pas à l'époque de la décolonisation, de la seconde guerre d'Indochine, de l'indépendance algérienne, du démantèlement des empires britannique et français ?

### *Colonisation, résistance*

On ne le dira jamais assez : le sionisme est un colonialisme, et l'État d'Israël un État colonial. Il ne s'agit pas ici d'attributs péjoratifs qu'on accole à ces entités politiques, mais d'une description des processus

fondamentaux qui caractérisent, aujourd'hui comme hier, le sionisme et la politique d'Israël.

C'est précisément parce que l'État d'Israël est mu par cette dynamique coloniale que, moins de deux ans après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et alors que la grande majorité de la classe politique israélienne pensait que les territoires occupés allaient être restitués, que le gouvernement israélien installait ses premières colonies dans ces territoires. Si la restitution des « territoires » faisait alors partie du consensus national, le plan Alon délimitait déjà « ce qu'on ne rendra pas », et qu'il fallait donc commencer à coloniser, dès à présent. À un rythme relativement lent, si on le compare à ce qui s'est passé dix ans plus tard, sous l'impulsion du ministre-général Ariel Sharon.

Mais si la guerre de 1967 a donné le signal à la troisième vague de colonisation sioniste, elle a aussi provoqué la renaissance du mouvement national palestinien et mis fin à un type de conflit où un mouvement politique structuré est opposé à une population atomisée et sans expression politique digne de ce nom.

En effet, l'expression politique organisée des Arabes de Palestine avait été décimée dès 1939, avec l'échec de la Grande Révolte et la répression anglaise qui s'ensuivit. Quand, en 1947, les Nations unies décident la partition de la Palestine et quand la direction sioniste lance sa guerre d'épuration ethnique, la direction palestinienne n'a pas encore pu se remettre sur pied, ce qui explique avec quelle facilité les sionistes ont pu mettre en œuvre leurs plans. La cuisante défaite des Palestiniens en 1947-1948 et l'expulsion de centaines de milliers d'entre eux ont repoussé encore davantage la naissance d'un mouvement national palestinien qui n'émergera que sept ans plus tard.

La guerre de 1967 et la défaite cinglante du nasséisme ont créé un vide politique que le mouvement

national palestinien émergent contribue à combler, sous la direction d'un jeune leader qui commence à se faire connaître sous le nom d'Abou Amar – Yasser Arafat.

Entre 1967 et la fin des années 1970, la résistance à l'occupation se mène essentiellement de l'extérieur des territoires occupés, sous la forme d'une lutte armée organisée depuis les camps de réfugiés en Jordanie et au Liban, ou celle d'actions terroristes réalisées elles aussi pour la plupart hors des territoires occupés. La résistance civile (grèves, manifestations) et militaire menée à l'intérieur de la Palestine reste secondaire.

La défaite de l'OLP et l'expulsion de ses cadres du Sud-Liban et de Beyrouth en 1982, suivies par la guerre interpalestinienne dans les camps de réfugiés et à Tripoli, portent un coup fatal à la stratégie de lutte armée organisée de l'extérieur des territoires occupés, d'autant plus que l'infrastructure du mouvement national palestinien est obligée de se replier à Tunis et, pour la gauche, à Damas. Cette défaite semblait marquer la fin de la résistance nationale palestinienne. C'était ignorer la détermination de la jeune génération née dans les territoires occupés après 1967, prête à reprendre le flambeau de la lutte des mains meurtries ou tremblantes de la vieille garde repliée à Tunis, battant en brèche les théories de l'«irréversibilité de l'occupation» qui, sous l'influence de Meron Benvenisti, ancien maire-adjoint de Jérusalem et grand expert de la colonisation, commençaient à se répandre, y compris en marge du mouvement national palestinien.

La révolte populaire qui embrase simultanément la bande de Gaza et la Cisjordanie en décembre 1987 surprend le monde entier, le gouvernement et l'armée d'Israël en premier. Quoi que diront plus tard ses porte-parole, la direction de l'OLP n'est pas la

moins surprise, mais se met assez rapidement au diapason de la nouvelle réalité pour, quelques mois plus tard, la chevaucher. L'image du cheval n'est pas anodine : comme aime à le répéter Leïla Shahid, ambassadrice de l'OLP devant la Commission européenne, «Intifada» est le mot arabe pour décrire le soubresaut du cheval qui tente de se débarrasser de son cavalier. C'est de l'occupant israélien que les jeunes Palestiniens des territoires occupés veulent se débarrasser, à coups de pierres, de manifestations et de grèves générales. Après cinq ans de lutte héroïque, et au prix de milliers de morts et de blessés, s'ils ne parviennent pas à en finir avec l'occupation, du moins obtiennent-ils la reconnaissance par Israël de leur mouvement de libération nationale, l'OLP, et l'ouverture de négociations sur la mise en œuvre d'un processus censé mener à la fin de l'occupation israélienne et à son remplacement par un État palestinien souverain.

### *Oslo et son échec : décolonisation et recolonisation*

L'ouverture de négociations directes entre l'OLP et le gouvernement israélien marque, on ne le dira jamais assez, et quelle que soit l'analyse que l'on fait du processus d'Oslo, un tournant historique : en reconnaissant l'OLP, Israël reconnaît pour la première fois après un siècle une légitimité palestinienne en Palestine. Le Premier ministre israélien qui a signé cette reconnaissance, Yitzhak Rabin, le paiera de sa vie.

Les historiens en débattront encore longtemps : la Déclaration de principes d'Oslo (DOP) était-elle une manœuvre cynique, un piège délibéré visant à imposer aux Palestiniens la gestion de bantoustans sous contrôle israélien effectif, ou bien, comme l'ont cru Yasser Arafat et la majorité de la direction de l'OLP, le début d'une décolonisation de la Cisjordanie et de

la bande de Gaza, voire d'une réconciliation historique entre Palestiniens et Israéliens ? Disons que dans le meilleur des cas, la direction israélienne était divisée sur son interprétation et sur quoi cette déclaration devait déboucher. Que, pour certains dirigeants israéliens, la DOP signifiait à moyen terme une décolonisation partielle, non seulement Yasser Arafat en était persuadé, mais l'extrême droite israélienne aussi. Et c'est bien pour cela que cette dernière s'est mobilisée comme jamais auparavant pour faire échouer le projet, avec le succès que l'on sait, grâce à la couardise légendaire de Shimon Pérès.

Pourtant, même s'il est indéniable que le flux et le reflux d'un accord de paix israélo-palestinien reflétaient les divisions internes dans la classe politique israélienne, à la fois en termes d'intérêts (les colons, le complexe militaro-industriel) et d'évaluation de ce qui était raisonnablement possible, on ne peut en rester là. Le jeu politique israélien était lui-même surdéterminé par l'évolution de la réalité politique globale.

En effet, les négociations israélo-palestiniennes se déroulaient au moment même où un long cycle historique était sur le point de s'achever : celui de la décolonisation.

Dans une large mesure, on peut voir dans la résistance palestinienne le dernier des mouvements de libération nationale contre le colonialisme. Il combattait d'ailleurs le dernier État colonial à s'être constitué, au moment même où la décolonisation commençait à devenir le phénomène politique le plus important de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle.

Si le processus d'Oslo est le dernier avatar de la décolonisation, son sabotage délibéré, dès 1996, par les *neocons* israéliens et américains, signifie le début d'une stratégie de recolonisation du monde. En l'espace de quelques mois, le peu qui avait été négocié

et reconnu par le gouvernement israélien en termes de souveraineté et de droits palestiniens est considéré par le tandem Nétanyahou-Bush comme caduc. Au contraire, il s'agit de reconquérir ce qui a été rétrocedé, reconnaissance et territoires. C'est ainsi que du jour au lendemain, Yasser Arafat passe de dirigeant politique reconnu internationalement, doté d'un prix Nobel de la paix, à l'état d'affreux terroriste qui ne rêve que de jeter les juifs à la mer, et que l'on enferme dans ce qui avait été son quartier général à Ramallah. Jusqu'à sa mort – dans des circonstances jamais élucidées – il n'a pas compris ce qui lui était arrivé ni pourquoi...

À partir de 2002, Georges W. Bush donne une légitimité internationale à de vieilles pratiques israéliennes : annulations unilatérales d'accords signés, non-applicabilité des conventions de Genève et autres conventions internationales « dans la guerre contre le terrorisme », mépris affiché des résolutions de l'ONU, légitimation de la colonisation et du principe d'annexion de territoires conquis dans le cadre d'une guerre. Il faut dire que les États-Unis mènent leurs propres guerres coloniales (Afghanistan puis Irak), et n'hésitent pas à s'inspirer de l'expérience accumulée par l'État juif, en particulier sa façon cavalière de traiter le droit international.

Le sabotage délibéré du processus négocié entre 1995 et 1999 a débouché d'abord sur la délégitimation du mouvement national palestinien, puis sur la destruction de la Palestine comme entité nationale constituée. Cette destruction participe d'une politique globale de démantèlement des États et des sociétés qui refusent de se soumettre à l'Empire – de l'Afghanistan jusqu'à la Somalie – et qui se croient encore à l'ère de la décolonisation. La formule est aujourd'hui parfaitement rodée : d'abord on décrète qu'une direction nationale ou un gouvernement sont terroristes,

puis on définit l'État lui-même (ou le mouvement national) comme État terroriste (les « États voyous »), pour finalement considérer les peuples qui vivent dans ces États ou qui s'identifient à ces mouvements comme des peuples illégitimes et donc massacrables à souhait. Même le Liban, allié traditionnel de l'Occident, exception civilisée dans la « barbarie arabe », n'a pu échapper à cette logique de destruction, comme l'a tragiquement montré la guerre des 33 jours à l'été 2006.

### *La société israélienne et l'occupation*

Juin 1967 : union sacrée et consensus national. Pour quasiment tous les Israéliens, Israël est attaqué, menacé d'être effacé de la carte et se doit donc de mener une guerre d'autodéfense et de survie. Il n'y a que les généraux de l'état-major qui ne partagent pas cette perception des choses, ainsi qu'une vingtaine de militants de l'organisation antisioniste de gauche Matzpen. L'écrasement des armées arabes en six jours semble surprendre tout le monde, sauf, là aussi, l'état-major et... l'extrême gauche.

La perception de l'occupation qu'a la majorité de la société israélienne suit, dans ses grandes lignes, le cycle global décolonisation-recolonisation. Jusque vers la fin des années 1990, l'occupation est vécue comme provisoire et le retrait des territoires occupés (pour le moins, une grande partie de ces territoires) comme inéluctable. Exception faite de l'extrême droite qui, petit à petit, sort de sa marginalité pour devenir un courant certes minoritaire mais très influent, la majorité des Israéliens débattent, au cours des trois premières décennies de l'occupation, non pas de la nécessité du retrait des territoires occupés, mais de l'urgence ou non de ce retrait et surtout de la question : à qui rendre ces ter-

ritoires ? Au royaume hachémite sur qui ils ont été conquis ? À l'OLP, dont la représentativité s'impose dès le milieu des années 1970, mais que les divers gouvernements israéliens considèrent comme une organisation terroriste avec laquelle, selon la formule consacrée, « on ne négociera jamais » ? À une direction palestinienne locale, à première vue plus malléable que celle de l'extérieur ?

Mais il s'avère rapidement que l'OLP est incontournable, à moins de renoncer à toute forme de négociation sur un éventuel retrait des territoires occupés : le royaume hachémite de Jordanie renonce à ses prétentions sur la Cisjordanie et les « dirigeants authentiques » – comme on les appelle – de l'intérieur sont soit des collaborateurs qui ne représentent que leurs intérêts – et ceux des occupants – soit sont liés à l'OLP et soumis à sa discipline.

Si le caractère incontournable de l'OLP est exprimé par Matzpen dès la fin des années 1960, c'est seulement à partir de 1975 que, progressivement, cette évidence s'impose à la gauche sioniste, et en 1993 que le gouvernement travailliste reconnaît l'OLP comme représentant du peuple palestinien, permettant l'ouverture des négociations d'Oslo.

C'est grâce à quarante ans de résistance de la population palestinienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza que, contrairement à ce qui s'était passé après 1948 en Galilée et dans d'autres zones à majorité arabe, Israël n'a pu « avaler » ces territoires et (à l'exception de Jérusalem-Est) les annexer. Double résistance : empêcher l'expulsion en masse comme entre 1947 et 1950, et refuser le joug de l'occupation israélienne. C'est ainsi qu'après quarante ans, à savoir une période deux fois plus longue que l'existence d'Israël dans ses frontières de 1949, ces territoires restent dans un état de suspension : ni annexés, ni indépendants, mais soumis à un statut unique d'occupation

prolongée. Ce refus palestinien persistant d'accepter la souveraineté israélienne explique pourquoi la majorité de la population israélienne continue à considérer la Cisjordanie et la bande de Gaza comme territoires non israéliens.

Ceci dit, en quarante ans, la situation n'est pas restée statique : si la bande de Gaza n'a pas pu être israélienne et si le gouvernement israélien a finalement dû en prendre acte en démantelant les colonies juives et en retirant ses forces militaires – tout en maintenant son contrôle, de l'extérieur de la clôture électronique qui en fait une immense prison où croupissent plus d'un million d'êtres humains – la Cisjordanie, elle, est une zone en pleine restructuration démographique et surtout géographique. Là, l'espace a été segmenté en véritables bantoustans, séparés les uns des autres par d'impressionnants blocs de colonies et un système de routes dites de contournement, maintenant les concentrations palestiniennes dans des zones de résidence encerclées par la présence des colons et des militaires israéliens.

Plus de 400 000 colons juifs vivent aujourd'hui en Cisjordanie, dont la moitié dans ce qu'Israël appelle Jérusalem-Est, changeant ainsi d'une façon radicale la démographie de ce territoire. Dans la perception israélienne, il n'y a plus de Cisjordanie mais un ensemble de zones, certaines arabes et d'autres juives. Ces zones juives sont de plus en plus intégrées à Israël, alors qu'il est impératif de se séparer des zones arabes pour maintenir une majorité juive substantielle dans l'espace israélien ainsi élargi. L'israélisation d'une partie de la Cisjordanie est si réelle que même les négociateurs palestiniens l'ont pris en compte, acceptant, à Taba, d'échanger une petite partie de la Cisjordanie contre des territoires israéliens vides d'habitants et contigus à la bande de Gaza.

Mais à partir d'octobre 2000, cette perception des territoires occupés change radicalement. Sciemment préparée dès 1995 par les néoconservateurs israéliens et américains, une campagne d'une rare efficacité transforme la question palestinienne d'un problème d'occupation en un problème de terrorisme. Ce n'est pas seulement que l'occupation en tant que telle cesse d'être un problème qu'il faudra tôt ou tard régler : ce sont les Palestiniens qui, de fait, cessent d'être un peuple pour devenir une menace, une menace terroriste. Ce glissement n'est évidemment pas mineur : un conflit avec un peuple exige un règlement, alors que face à une menace, la seule solution est la guerre et l'éradication. Face à un peuple, la négociation s'impose ; face au terrorisme, c'est l'action militaire et l'unilatéralisme.

Pour les stratèges néoconservateurs américains « la guerre contre le terrorisme » était le drapeau de la croisade visant à recoloniser le monde ; pour leurs complices israéliens, elle était le prétexte pour mettre fin au processus négocié et entreprendre la recolonisation des territoires occupés.

Occupation provisoire, décolonisation partielle, recolonisation : ces quarante dernières années ne sont donc pas en continuité linéaire et ont connu des ruptures importantes, directement liées aux rapports de forces locaux et globaux. C'est, entre autres, ce que montre l'ensemble des textes qui constituent ce livre, si l'on n'oublie pas de les placer dans leurs contextes propres.

\*

Les textes sélectionnés ne sont pas tous des textes sur l'occupation : ce sont des articles, déclarations ou communiqués écrits au cours de ces quarante ans d'occupation par des femmes et des hommes qui, cha-

cun à sa manière, avec son rythme et son degré de radicalité, se sont opposés à l'occupation. Si la majorité de ces textes traite des relations israélo-palestiniennes, d'autres portent sur les problèmes auxquels est confrontée la société israélienne elle-même.

Cette sélection essaie d'abord de montrer l'évolution du débat politique en Israël, d'une situation de quasi-consensus en 1967 à un débat de fond sur la nature même du sionisme, pour revenir après 2000 à ce qui est presque un nouveau consensus, celui de la guerre globale contre la menace terroriste, assimilée dans une large mesure à l'islam politique.

Ces textes montrent également qu'au cours des quarante dernières années, les intellectuels et politiques israéliens se sont trouvés dans le contexte d'une société en pleine dynamique, dont les enjeux compaient parfois plus que le conflit avec l'environnement arabe, que la puissance israélienne parvient sans trop de difficulté à maintenir sous contrôle.

Dans une large mesure, la guerre de 1967 marque le passage de la phase de construction d'Israël, avec ses conquêtes territoriales et l'affirmation de son pouvoir, à celle de son apparente normalisation et de sa confrontation avec elle-même, son identité, sa réalité socio-économique, ses tensions culturelles. Si la dimension de la guerre ne disparaît pas (la guerre de Kippour, la guerre du Liban, etc.), ce sont les questions internes qui surdéterminent les débats, y compris la question palestinienne qui passe graduellement du domaine des affaires étrangères à celui de la politique intérieure, quasiment réduite à une affaire de maintien de l'ordre. Pour en revenir, au cours de la dernière décennie et sous l'impulsion des néoconservateurs, à une stratégie de guerre – guerre mondiale cette fois – dans laquelle le leadership israélien revendique une place centrale.

Au cours des prochains mois, innombrables vont être les bilans tirés par les politiciens et les intellectuels israéliens sur la « guerre des six jours » qui dure maintenant depuis quarante ans, et ses effets sur l'État et la société israélienne – dans les facultés, à la radio et à la télévision, dans des suppléments des journaux quotidiens et des livres. Mais rares seront les « experts » et encore plus rares les acteurs qui se tourneront vers le passé et réexamineront avec honnêteté l'évolution de perceptions, qu'ils ont souvent eux-mêmes partagées, des réalités nouvelles engendrées par l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. C'est pour permettre cette rétrospective que nous avons, avec Eric Hazan et Eyal Sivan, fait ce choix de textes sur quarante années d'occupation.

Michel Warschawski  
Jérusalem, mars 2007